

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche. Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 } " " 14 " six mois.
 } " " 7.50 " trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

ROUBAIX

11 juin 1863.

Le *Moniteur* du 11 juin public, dans sa partie non-officielle, la dépêche suivante :

« Le ministre des affaires étrangères a reçu ce soir de M. de Montholon, consul général de France à New-York, la dépêche suivante :

« New-York, 1^{er} juin.

« Nouvelles de la-Havane et de Vera-Cruz. Puebla est à nous. Ortega s'est rendu sans conditions avec 18,000 hommes.

« MONTHOLON. »

On lit dans le Bulletin du *Moniteur* :

« Le vice-amiral Bonard est arrivé à Paris aujourd'hui 8, porteur des ratifications du traité conclu entre la France et la Cochinchine.

« Suivant les dépêches venues de Chine, en date de la fin de mars et du commencement d'avril dernier, la situation politique autour de Shang-Hai continuait à être fort rassurante. Les troupes impériales guerroyaient toujours dans les environs avec l'assistance de petits corps indigènes commandés par des officiers européens, sans aucun danger, d'ailleurs, d'aucune irruption des Teapings en deçà de nos lignes. Il y avait lieu de penser qu'on s'abstiendrait facilement pendant l'année de toute expédition contre les rebelles. L'état sanitaire était excellent à Canton et à Shang-Hai.

« Le gouvernement chinois venait de faire droit à une demande de satisfaction adressée par la légation française, à propos d'un attentat commis le 9 septembre dernier sur l'équipage des embarcations d'un navire de la marine impériale. Par les ordres des autorités de Ning-Po, les coupables avaient reçu le châtiment mérité. »

On assure que la note du cabinet de Vienne en réponse à celles de Paris et de Londres, est arrivée hier à Paris. Elle contiendrait une adhésion conditionnelle aux propositions de la France et de l'Angleterre ; c'est-à-dire que le cabinet autrichien, en insistant comme la France sur la nécessité d'une reconstitution de la

Pologne, déclarerait vouloir s'en tenir exclusivement aux négociations diplomatiques.

Le *Phare de la Loire* vient d'être suspendu pour deux mois. Voici les considérants de l'arrêté qui le frappe :

« Vu le numéro du journal le *Phare de la Loire*, en date du 3 juin 1863, lequel contient un article signé : Laurent Pichat, intitulé : *Correspondance de Paris*, commençant par ces mots : « La presse vient de montrer... et finissant par ceux-ci : sont passés. »

« Considérant que cet article renferme une insulte à la personne même de l'Empereur ;

« Considérant que le journal le *Phare de la Loire* a déjà reçu deux avertissements, etc. ;

« Le journal le *Phare de la Loire* est suspendu pour deux mois à partir de la notification des présentes. »

L'Agence Havas nous transmet les renseignements suivants :

« Tous les renseignements qui nous arrivent de Londres et de Vienne sont d'accord pour confirmer l'entente de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, pour le règlement des affaires polonaises. Dans la dernière séance de la Chambre des Lords, le comte Russell, en réponse à un discours de lord Ellenborough, a formulé diverses déclarations qui ne laissent plus aucun doute.

« Le comte Ellenborough avait demandé à l'honorable chef du Foreign-Office si l'on pouvait raisonnablement espérer une solution satisfaisante à l'égard de la Pologne, et s'il y avait quelque chose de plus qu'une simple correspondance. Le noble lord avait exprimé, en outre, le désir que, de concert avec les autres puissances européennes, il fût pris des arrangements de nature à placer la Pologne sous le sceptre d'un prince de la famille du czar et que le gouvernement britannique acceptât cette combinaison, lord John Russell a répondu en ces termes :

« Les trois puissances, dit Sa Seigneurie, sont entrées en négociations confidentielles afin de pouvoir présenter quelques propositions à la Russie. L'Angleterre et la France ont résolu de faire des propositions conformes à leur position et à leur honneur. Ces propositions ont été communiquées à l'Autriche samedi et la réponse est attendue dans la journée du 10 juin. Il n'est pas convenable de donner de plus

longs détails sur l'arrangement projeté ; l'affaire est d'ailleurs entourée de grandes difficultés, à cause de la proposition d'armistice ; mais l'humanité et la politique demandent qu'il soit mis le plus tôt possible un terme à une guerre si cruelle qui rendrait, si elle continuait, l'œuvre de la diplomatie impossible. »

« Lord Russell croit donc que l'armistice doit être le premier objet des négociations pour arriver à un résultat satisfaisant. L'Angleterre, signataire des traités de Vienne, doit, en outre, proposer les termes d'un accord, et si elle n'est pas tenue de proposer seule une restauration du royaume de Pologne, elle doit chercher à obtenir, d'accord avec les autres puissances, le meilleur arrangement possible.

« On voit par les explications qui précèdent, que le chef de la diplomatie anglaise ne manifeste aucune crainte sur les intentions de la cour de Vienne ; car il se serait bien gardé de parler aussi nettement des exigences de l'Angleterre, à l'endroit de l'armistice, s'il eût cru à une dissidence avec Vienne, dissidence qu'il s'attache à faire disparaître d'avance en déclarant, conformément aux vues de l'Autriche, qu'une intervention armée n'est pas praticable. »

« Les plus récents avis qui nous arrivent de Vienne sont plus explicites encore. Une dépêche nous apprend que le *Botschafter* et la *Presse*, de Vienne, publient une communication portant que l'accord est parfait et que la question des conférences est également fort avancée, si bien que la chancellerie russe aurait bientôt à compter avec toute la diplomatie de l'Europe. »

Prusse.

On écrit de Berlin, 8 juin :

« Bravant l'avertissement infligé aux six journaux de Berlin qui avaient protesté contre la récente ordonnance royale sur la presse, onze courageuses feuilles de province ont reproduit en s'y associant la protestation de leurs confrères de la capitale. Ce sont : les *Gazettes de Dantzig, de Posen, de l'Allemagne Orientale, de Bramberg, de Stettin, de la Baltique, de Magdebourg, de Thuringe, d'Elberfeld et de Westphalie*. Tant de courage mérite bien une mention. Les *Gazettes de Dusseldorf et de Cologne* ont cru plus sage de ne protester qu'en petit. D'autres feuilles protestent à leur façon en déclarant, comme la *Gazette de Königsberg*, qu'il ne leur est plus possible d'aborder une question de politique intérieure. Le journalisme prussien, dirigé par les hommes

les plus érudits de l'une des plus érudites nations, et auquel la solidité de ses articles avait fait une si belle place dans la presse européenne, va donc devenir ce qu'étaient, il y a un siècle, le plus grand nombre des gazettes : un bulletin de santé et du voyage des souverains ; un recueil de nouvelles locales et de faits divers.

« Les électeurs du premier et du second degré, dans les 2^e et 3^e arrondissements électoraux de Berlin, ont, à propos de l'ordonnance relative à la presse, adopté des résolutions, en partie identiques, en partie analogues à celles du 1^{er} arrondissement.

« Cependant le ton résolu de la *Gazette du Nord de l'Allemagne*, organe de M. de Bismark, ne permet pas un instant de douter que le gouvernement prussien ne soit décidé à pousser jusqu'au bout le système actuel. Cette feuille nous apprend que les autorités ont été invitées par des instructions pressantes à donner sur le champ, et avec rigueur, suite à la récente ordonnance contre la presse. On croit toujours que le gouvernement, au lieu de convoquer en automne la chambre actuelle, la dissoudra à cette époque, et publiera en même temps un règlement électoral nouveau, fait pour lui ménager une assemblée plus docile. »

Autriche.

On écrit de Vienne, 7 juin :

« Il y a ici un journal qui plaide en faveur de la neutralité absolue de l'Autriche en Pologne, advenue que pourra. Ce journal oublie de dire par quel ingénieux moyen l'Autriche pourrait s'abstenir de participer à la guerre si elle éclatait en dépit de tous les efforts de M. de Rechberg. La *Presse* publiait hier un article assez vif contre notre ministre des affaires étrangères qu'elle accusait de manquer de franchise vis-à-vis de la France et de l'Angleterre ; la *Presse* insinuait en terminant que son attitude équivoque pourrait bien aboutir à une crise ministérielle. Cet article n'avait sans doute été écrit que pour provoquer une réplique, une explication officielle.

« La réponse ne s'est pas fait attendre mais elle est si laconique, si peu claire, qu'elle trahit les préoccupations du cabinet et des difficultés de la situation. Le communiqué officiel prétend que le ministère, loin d'être coupable d'hésitation et d'ambiguïté, a pris l'initiative et fait des propositions aux cabinets des Tuileries et de Saint-James dont on attend à chaque instant la réponse.

« La question polonoise traverse évidemment une phase critique. Hier soir on a répandu le bruit de la prochaine retraite de M. Drouyn de Lhuys et la Bourse en a conclu que l'orage approchait. Tout le monde, du reste, tient pour certain que l'Autriche avertie par l'expérience de 1855 ne restera pas inactive, en cas de conflagration, et profitera de l'occasion de reprendre sa place en Europe afin de résoudre cette grosse question d'Allemagne. La neutralité absolue est impossible, si la Prusse persiste à soutenir la Russie. Pour localiser la guerre, il faudrait que l'Allemagne tout entière proclamât sa neutralité sincère et que la Prusse et l'Autriche fussent parfaitement d'accord à ce sujet. »

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Vienne, 10 juin.

Le *Botschafter* publie une lettre de St-Petersbourg, en date du 5 juin, où il est dit que lorsque les propositions de l'Autriche, adoptées par les cabinets de Paris et de Londres, seront parvenues au gouvernement russe, celui-ci reconnaîtra qu'elles peuvent servir de base aux délibérations d'une conférence formée par les huit puissances signataires du traité de Vienne.

Hier a eu lieu ici un conseil des ministres dans lequel on s'est occupé de la question polonoise.

Londres, 10 juin.

On lit dans le *Morning Post* : Les intérêts de l'Europe seront probablement engagés dans les résultats du conflit polonois. Lors même que les traités n'obligeraient pas l'Angleterre à prendre une part décisive à la question, d'autres intérêts nous forceraient à le faire, le gouvernement est obligé d'épuiser les moyens diplomatiques avant d'employer les mesures extrêmes. Quand les moyens diplomatiques seront épuisés, la question sera dévolue de nombreuses difficultés et elle se présentera sous un autre aspect.

Londres, 10 juin.

Le *Morning Post*, résumant les débats qui ont eu lieu dans le Parlement sur la Pologne, constate l'accroissement des sympathies britanniques pour ce pays et la nécessité d'une intervention. Le *Post* défend la conduite du gouvernement. Il avoue que la diplomatie est insuffisante dans cette affaire. Lord Russell a exprimé la même opinion quand il a parlé des difficultés d'un armistice et de l'impossibilité

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

du 12 JUN 1863.

— N° 6. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE

CHAPITRE VI.

La révolution. — Des protecteurs inattendus.

La place du Marché était couverte de monde. Mais les boutiques restaient vides ; les marchands venus des environs n'osaient décharger leurs mules ; il ne se présentait pas non plus d'acheteurs, et à l'animation qui régnait la veille dans tous les groupes avait succédé un silence morne et pesant. De temps à autre seulement, un armure d'effroi parcourait la foule quand on voyait passer les Laneros. Parez leur faisait parcourir les différentes rues, comme pour épouvanter toute la ville par leur présence.

Les trompettes retentirent, et un bataillon de chasseurs vint se poster sur la place, devant l'Hôtel-de-Ville. Le peuple l'accueillit par le même silence lugubre qui avait régné jusque là ; mais bientôt ce

calme dangereux fit place à des exclamations d'impatience et à des menaces à l'adresse des autorités. On attendait la réponse du capitaine-général à ces mêmes représentations que don Rodriguez de Valida avait signées, au grand scandale de son oncle. Enfin parut au balcon de l'Hôtel-de-Ville un des fonctionnaires espagnols, don Escudero. Il tenait à la main cette réponse, assez longue, et il se mit à en donner lecture. Avant qu'il fût au bout une bruyante explosion de colère avait étouffé sa voix.

« Des ordres ? des reproches ? criaient la foule. Des menaces de châtiement exemplaire, de nouveaux impôts ? Le maintien d'une domination qui exige, toute impuissante qu'elle est, une obéissance aveugle ? A bas les tyrans espagnols ! A bas don Escudero ! A bas la Junte nationale ! »

Et des pierres sifflaient, lancées contre le balcon, d'où Escudero se retira, moins calme et moins digne qu'il ne s'y était présenté. La foule s'agitait comme une mer orageuse. Des armes cachées sous les manteaux apparaissaient au jour, des lanceurs furieuses retentissaient, et les Laneros fondaient au galop sur la place. Aux cris de : Vive la liberté ! Vive l'indépendance de Caracas ! on sommait les soldats espagnols de mettre bas les armes.

« Feu sur ces misérables ! » commanda don Escudero, sortant de l'Hôtel-de-Ville. Mais les chasseurs restèrent l'arme au bras, et leur chef ne repeta point le commandement de don Escudero. Alors un homme du peuple arracha à un soldat son fusil, planta dans le canon la hampe d'un drapeau vert et rouge, et les hurlements de rage, les menaces de mort se transformèrent en acclamations d'allégresse quand le soldat fit flotter en l'air cet étendard et

quand le bataillon le salua comme sien. Aussitôt plus de gestes sombres, plus de poings fermes, plus de poignards brandis ; un véritable délire de joie s'empara de la foule, et, au lieu du combat auquel on se préparait, on vit des embrassements s'échanger entre la troupe et le peuple. Puis les masses, enivrées de ce triomphe facile se divisèrent pour aller attaquer les casernes et les édifices publics. Les soldats hésitaient à suivre le torrent ; mais on leur cria :

« Vos armes doivent être au service de la liberté ! Livrez-les nous, si vous n'en faites point usage ! Partagez vos cartouches avec nous ! »

Et le bataillon, entraîné, se débanda : les uns suivirent les flots du peuple, d'autres cédèrent leurs fusils à des gens qui n'avaient point d'armes. Un changement remarquable s'était déjà opéré dans les maisons de la place. Les portes, tout à l'heure verrouillées, s'étaient ouvertes ; de jolies têtes de femmes apparaissaient aux fenêtres ; dames et jeunes filles agitaient leurs mouchoirs et jetaient, du haut des plates-formes, des fleurs sur les passants. Aux balcons flottaient des drapeaux vert et rouge.

Pendant ce temps-là, une autorité nouvelle se constituait à l'Hôtel-de-Ville et s'efforçait de saisir les rênes du pouvoir. Le capitaine-général, cependant, n'attribuait qu'à la surprise et à l'infirmité du nombre la défection d'un bataillon tout entier. Il se promettait une conduite toute différente de la part du reste de la garnison, et, fermant l'oreille aux conseils plus modérés du *Cabildo* (autorité municipale élue par les indigènes), il ordonnait des mesures rigoureuses et se flattait encore de dicter des lois à l'insurrection étouffée.

Autant la place du Marché présentait un aspect animé et riant, autant les autres rues et les demeures des Espagnols étaient mornes et silencieuses. Toutefois, la plupart de leurs habitants ne se doutaient pas encore de la gravité de l'émeute. La comtesse del Tesoro, par exemple, faisait tranquillement, dans une pièce retirée de son palais, une partie de dames avec une amie. Elle entendait bien les cris de la multitude et commençait même à s'en inquiéter un peu ; mais elle ne croyait toujours qu'à un tumulte passager. Après le départ de son amie, elle sonna pour donner un ordre ; personne ne parut. Ce ne fut qu'un troisième ou quatrième appel que le majordome se présenta enfin.

« Où sont mes domestiques ? demanda-t-elle sévèrement. Pourquoi ne vient-on pas quand je sonne ? »

« Que V. Exc. pardonne, répondit le majordome d'un air soucieux ; excepté moi, il n'est pas resté un serviteur mâle dans la maison. Cocher, cuisinier, valet de chambre, tous sont allés courir l'émeute.

« Vous aurez soin d'en informer le comte.

« Oui, madame la comtesse. — Ne faudrait-il pas fermer la porte cochère, maintenant que le piquet de cavalerie qu'on y avait posté n'y est plus ? »

La comtesse pâlit, d'autant plus qu'un bruit confus de mille voix menaçantes frappait au même instant son oreille.

« Qui a levé ce poste ? demanda-t-elle.

« Une ordonnance envoyée de l'Hôtel-de-Ville.

« De l'Hôtel-de-Ville ? Est-ce que le capitaine-général s'y trouverait ? »

Le majordome ne répondit pas ; il at-

tendit les ordres de sa maîtresse.

« Quelle fête sonne-t-on là ? »

« Une fête, madame ? On sonne le tocsin ! »

« Fermez donc la porte, mon bon Andria, et tout de suite, car voilà encore les cris qui m'ont effrayé tout à l'heure. Qu'est-ce que cela signifie ? »

« Une jeune fille, qui demande à être introduite auprès de dona Paula, dit que le peuple a pris le Palais de justice et démolit les prisons.

« Allez verrouiller la porte ; mais tenez-vous à la fenêtre pour être prêt à ouvrir aux gens de la maison, si l'en présente, » dit la comtesse d'un ton pressant et d'un air agité.

Et il était grand temps d'adopter des mesures de précaution. Un flot tumultueux de populace en fureur descendait la rue, et les cris de : « A bas les Espagnols ! A bas leurs partisans ! » venaient glacer le sang dans les veines de la comtesse. Ces sinistres nouvelles, ces effrayantes clameurs, ce tocsin de toutes les églises et l'inquiétude du sort de son mari produisirent sur elle une si forte impression que sa fille, qui accourait poussée par la main angoissée, la trouva presque défaillante dans son fauteuil.

« Ma mère ! — ma mère ! s'écria la jeune fille en l'entourant de ses bras. — Au secours ! N'y a-t-il donc personne pour m'aider ? »

Mais les servantes n'entendaient pas ou se tenaient cachées, saisies de frayeur.

« Je me trouve déjà mieux, dit la comtesse après un moment de silence. Mes forces reviennent. Mais, à ce que je vois, nous sommes abandonnées de tous ceux qui obéissent au moindre signe de notre main. Pourvu que don Gomez, ton père,